

## EDITO

**2013, année de la consécration des "produits-sans" ?***Les hauts et les bas de la responsabilité environnementale*

A en juger par le succès des ventes de tablettes tactiles à l'occasion des fêtes, la consommation durable est une pratique fragile qu'il faudra choyée en 2013. A tout moment, le marché peut être littéralement envahi de produits dont nous ne connaissons ni la provenance ni la destination, et dont l'impact sur l'environnement et la santé nous est totalement inconnu, suscitant malgré tout l'engouement général. Ainsi, en quelques jours d'euphorie, nous avons vu passer des entrepôts vers nos villes et nos campagnes des millions de petits matériels émetteurs et récepteurs bourrés de technologie, sans pouvoir juger des conséquences passées<sup>1</sup> et à venir<sup>2</sup> d'une telle dissémination. Comme s'il s'agissait d'un ravitaillement d'urgence, la marchandise n'a pas été examinée sous tous les angles, et des produits sans note ni allégation environnementale ont parfaitement fait l'affaire...



L'alimentaire n'est pas en reste sur ce terrain des « produits-sans », et nous avons été parfois touchés d'amnésie au moment de nous procurer certains produits festifs, trouvant telle ou telle denrée à notre goût en oubliant tout ce que nous savons sur la façon dont on procède pour la mettre ainsi à notre disposition...

Retrouvez la suite de cet édito sur la page d'accueil de notre site : [www.eval-opti.fr](http://www.eval-opti.fr).

**EO La phrase qui pouvait surprendre**

Pour commencer cette année 2013, nous retiendrons cette phrase de Guillaume Bachelay, député de Seine-Maritime, qui s'exprimait dans le journal Libération du 9 janvier 2013 au sujet du rôle de l'état dans le développement industriel et des possibilités de nationaliser certaines entreprises quand le besoin s'en fait sentir :

**« Il faut être clair sur les situations et les conditions qui légitimeraient un tel recours : que le secteur d'activité soit stratégique pour la nation tout entière, que le soutien public soit fléché vers l'innovation technologique et écologique, que l'Etat nomme des représentants compétents et présents au conseil d'administration, que sa prise de participation soit transitoire - le temps de « faire la soudure » avec un repreneur privé identifié, viable et durable, comme s'y emploie le conseil général de l'Eure avec la papeterie M-Real. »**

Cela augure peut être d'une nouvelle analyse de la faisabilité de la prise de contrôle par un département ou par l'état d'une filière agro-alimentaire défailante qui ne saurait envisager que la délocalisation !

**EO Changement climatique global****L'arctique sans banquise sera-t-il surexploité ?**

Jérôme Beilin (Ateliers de la terre) et Nicolas Imbert (Green Cross France et territoires) ont récemment poussé un cri d'alarme pour alerter sur l'évolution de la situation en arctique.

Ils constatent que la fonte de la banquise a atteint un niveau record durant l'été 2012 et pensent que ce

phénomène pourraient s'accélérer au point que cette région du monde connaisse dans quelques années des étés sans banquise. L'appétit de notre économie pour les ressources qui se trouvent dans l'arctique soulève une autre question : celle de l'impact de l'exploitation des ressources, notamment énergétiques, minières et halieutiques, dans un environnement très sensible.

Leurs propositions n'excluent pas une partition de l'arctique entre zones protégées et « grands chantiers » surveillés par des équipes de scientifiques... Nous retrouverons-nous, à terme, dans ce cas de figure que nous connaissons bien, où les promoteurs des grands travaux obtiennent des concessions de la part des ONG en finançant leurs opérations de génie écologique sur les marges des espaces exploités ?

Source : Le Monde du 27/12/12.

### EO Relocalisation de l'économie

#### **La transition écologique peut-elle orienter les choix de nationalisation ou de départementalisation ?**

Pour Philippe Frémeaux (Institut pour le Développement de l'Information Economique et Sociale), en conclusion de son article « Nationaliser, une bonne idée » paru dans le n°320 d'Alternatives Economiques (janvier 2013), il ne faut pas s'obstiner à vouloir sauver des activités qui ne sont plus de notre temps. Il voit arriver une transition écologique qui aura des conséquences diverses sur l'emploi : « [...] il n'y a pas de solution miracle quand une entreprise ferme parce que ses débouchés sont en déclin durable et son outil obsolète. Cette question ne peut être éludée alors que la transition écologique est devant nous. Il en résultera certes de nouveaux emplois, mais aussi la destruction de nombreux autres. »

#### **Quand la production rejoint le marché, que deviennent les flux ?**

La crise pèse sur les ventes d'automobiles, et PSA déclare avoir vendu 1,7 millions d'unités en Europe en 2012 contre 2 millions l'année d'avant. Une politique d'internationalisation a été adoptée, portée par l'espoir d'augmenter les ventes dans des pays éloignés comme la Chine ou le Brésil... Pour parvenir à ses fins, Peugeot prévoit désormais de produire sur place, c'est à dire d'installer des usines dans les pays où le marché est potentiellement favorable, et où les coûts de production peuvent être plus avantageux. « Produire local » conduit ici à une nouvelle répartition des sites productifs sur la planète. Difficile de savoir ce que cela implique pour les flux de matières premières et de pièces détachées ; produire localement ne signifie pas encore « moins de logistique » !

Source : Le Monde du 01/01/13.

#### **Le déficit commercial en baisse mais échanges ralentis**

La France est inquiétée par son déficit commercial et le l'Etat entend réagir avec les mesures appropriées pour... soutenir les exportateurs. Déjà, ce déficit est moins important qu'en 2011, malgré une augmentation de la facture énergétique française. Le fait que les ventes d'aéronautique et de produits pharmaceutiques soient en augmentation est présenté comme une bonne nouvelle. En novembre 2012, tandis que les exportations industrielles se tassaient, les importations marquaient le pas. Pour les commentateurs, cela va de paire avec les signes de récession. La croissance économique serait-elle encore très liée aux km que l'on fait parcourir aux produits ?

Source : Les Echos du 09/01/13.

### EO Marché du carbone

#### **Les quotas d'émissions partent en fumée**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les transports aériens en direction de l'Union Européenne devaient être soumises à un système de contrôle des émissions de CO<sub>2</sub> et respecter un quota. Chine, Etats-Unis et Russie ayant refusé l'application de cette règle, la Commission européenne a renoncé à ces dispositions au moins jusqu'à l'automne 2013. Parallèlement, 10 000 usines et centrales électriques européennes restent concernées.

Autre difficulté pour l'Europe sur le terrain de la maîtrise des émissions de son industrie : le coup de frein donné au projet Ucolos (Ultra low carbon dioxide steelmaking) par ArcelorMittal, qui devait associer

captage et stockage de CO<sub>2</sub> pour compenser les émissions de son activité à hauteur de 50%. Pour différentes raisons, la tonne de CO<sub>2</sub> a vu sa valeur chuter à 6 euros environ sur le marché des quotas d'émission, et cela ne crée pas un contexte favorable pour de tels projets de stockage. Officiellement, ArcelorMittal et le gouvernement planchent sur un projet Ulcos2. Sur ce dossier « carbone », notons que le Mécanisme de Développement Propre (MDP) permettant au pays du Nord de compenser leurs émissions en investissant dans la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du Sud (5000 projets montés en 10 ans, pour une gigatonne de CO<sub>2</sub>) est en grande difficulté. La valeur de la tonne de CO<sub>2</sub> a fortement baissé sur ce marché, pour tomber à 60 centimes la tonne de CO<sub>2</sub> en décembre 2012.

Source : Alternatives économiques n°320 (janv. 2013).

#### EO Chimie dans l'environnement et santé

##### Une interdiction repoussée pour le bisphénol A

L'interdiction totale de l'utilisation du bisphénol A a été décidée en décembre 2012, mais elle ne sera effective qu'en 2014 pour les produits à destination des enfants de moins de trois ans, et en 2015 pour tous. Ce perturbateur endocrinien serait - entre autre - impliqué dans le phénomène de réduction du nombre de spermatozoïdes dans le sperme des Français, selon une étude publiée dans la revue Human Reproduction, aux côtés des phtalates et autres parabènes. Ces substances sont notamment présentes dans des contenants alimentaires, les cigarettes, des plastiques, des pesticides et insecticides, donc les risques d'exposition sont importants. Les liens directs entre elles et l'augmentation de la fréquence des cancers hormono-dépendants ne font pas de doute pour certaines ONG ou experts de la question, mais une législation trop contraignante irait contre certains intérêts économiques qu'il reste à élucider...

Source : Alternatives économiques n°320 (janv. 2013).

#### EO Financement de la transition écologique

##### Les investissements d'avenir pour le développement durable

Depuis 2010, suite au grand emprunt lancé par le gouvernement d'alors, 28 milliards d'euros ont été affectés à plus d'un millier de projets au titre des « investissements d'avenir ». 2200 entreprises ont été soutenues, et l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas en reste, avec une attribution de 19 milliards.

Sur les 7 milliards restant à investir sous forme d'investissements d'avenir, la répartition prévue est la suivante :

- 2 milliards d'euros vers 5 priorités : innovation et filières, technologies numériques, transition énergétique, santé, formation.
- 2 milliards pour assurer le développement des infrastructures haut débit,
- 3 milliards pour le développement durable.

Certes, « développement durable », cela paraît un peu flou... En 2015, toute cette capacité devra être engagée. Viendra ensuite le temps de l'évaluation.

Source : Les Echos du 09/01/13.

#### EO Logistique et actualité des flux

##### L'ère des porte-conteneurs géants

La noria des porte-conteneurs géants, c'est pour bientôt. En attendant le navire de 400 mètres mis au point par le danois Maersk, le Marco Polo (396 mètres de long) transporte actuellement 12 500 conteneurs, soit près de 170 000 tonnes de marchandises, vers l'Asie. Son chargement contient des produits alimentaires, du vin, de l'eau minérale, des produits laitiers, des pneus et des machines, ainsi qu'un bateau de plaisance. Est-il de opportun de poser la question de l'Analyse de Cycle de Vie (ACV) de tels moyens de transport ? A l'aide d'une telle évaluation, nous saurions enfin quel impact environnemental nous pouvons affecter au transport d'un litre de lait entre la France et la Chine.

Source : Les Echos du 20/12/12.

...